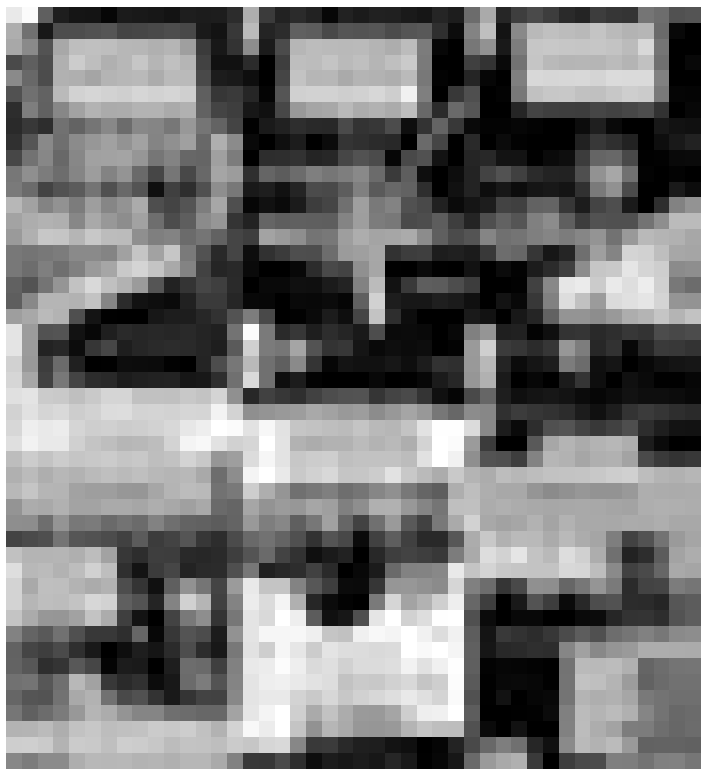
ALTERNATIVES ECONOMIQUES

Comprendre pour mieux agir

A l'occasion de son vingtième anniversaire, nous présentons la revue "Alternatives Economiques".

(RK) - A vingt ans, on est encore jeune. Cela vaut aussi pour le journal "Alternatives Economiques", qui, en novembre a fêté son vingtième anniversaire. Tous les mois, cette revue est une source d'informations et de réflexions sur le monde de l'économie.

Vous avez dit bourse? Eh non, l'économie ne se réduit pas à la spéculation financière, comme le suggèrent les autres revues d'économie. A la place des tuyaux et des graphiques savants du cours du Nasdaq, vous trouverez des articles de fonds. Par exemple sur les raisons profondes de l'effondrement d'Amazon, sur l'économie de l'après-pétrole ou sur les causes et les effets du chômage des jeunes.



"Alter Eco" est l'outil qui permet aux citoyen-ne-s intéressé-e-s comme aux journalistes consciencieux/ses de prendre un peu de distance par rapport au microcosme politicien luxembourgeois. En appliquant les termes des études et débats des pays voisins que rapporte la revue aux problèmes du Grand-Duché, on arrive à des analyses allant au delà des déclarations des Juncker et Castegnaro.

Revue plurielle et didactique

En outre, comme son nom l'indique, "Alter Eco" est un journal engagé. Il se positionne clairement dans la tradition de la gauche, pour laquelle l'économie n'est pas un phénomène en vase clos, mais dépend du contexte social. Réciproquement, l'économie a des conséquences sur la société, et la valeur des choix économiques doit être mesurée à l'aune de ces conséquences sociales. Evidemment un tel point de vue est éloigné de tout dogmatisme, et dans la revue on trouve beaucoup d'analyses et d'interprétations différentes.

De toute manière, l'approche est didactique, avec des dossiers qui permettent de faire le point et des contributions sur les problèmes classiques de l'économie. La revue est donc intéressante même pour ceux et celles qui se situent plutôt dans une tradition libérale ou conservatrice. Et, bien entendu, elle est fort utile pour qui n'a pas d'affinité politique particulière, mais s'occupe d'économie, par exemple un-e étudiant-e.

Issue de la "nouvelle gauche" de l'après-68, l'équipe rédactionnelle a gardé le cap, sinon en termes d'aspirations utopistes, du moins en termes d'esprit critique. "Alter Eco" s'est donné, comme le WOXX, une structure de coopérative où l'autonomie de la rédaction est assurée. Une "success-story" alternative en quelque sorte, puisque "Alter Eco" ne cesse de croître en volume et en tirage. Joyeux anniversaire!

Quelles alternatives économiques pour demain?

Extraits d'un article de Denis Clerc, fondateur d'"Alter Eco".

(...) Toute l'originalité d'Alternatives Economiques tient dans cette volonté de regarder le monde dans sa complexité, côté tour autant que côté jardin, de s'interroger sur la façon de concilier justice sociale et efficacité ou, si l'on préfère, règles et marché, de souligner que la croissance économique est importante, mais qu'elle peut devenir cancéreuse, lorsqu'elle ne se soucie ni du social ni de l'écologique. Il n'est pas toujours facile de tenir tous les fils à la fois, par exemple de refuser aussi bien de diaboliser la mondialisation que de la sanctifier, ou d'introduire des préoccupations écologiques dans l'analyse économique autant que des préoccupations économiques dans l'approche écologique. Certains lecteurs nous ont quittés parce qu'ils nous reprochaient de concilier des contraires, de confondre compromis et compromissions, de ne pas choisir clairement notre camp, voire de rouler pour ceux qu'ils pensent être l'ennemi. Bref, de mettre trop d'eau dans notre vin (rouge) ou trop de cassis dans notre vin (blanc).

(...) Ne nous leurrons pas: quels que soient nos efforts, nous ne parviendrons sans doute pas à trouver des réponses définitives, c'est-à-dire socialement acceptables par tous, économiquement et écologiquement viables, à ces grands chantiers. Pas plus demain qu'hier. Parce que les miracles n'existent pas, mais aussi, peut-être, parce qu'il n'y a pas de réponses définitives, dans un monde qui ne cesse de bouger. Une chose est cependant certaine: les solutions ne descendront pas du ciel. Et rien n'avancera si l'on ne s'y colle pas.

Alternatives Economiques n'a pas vocation à se substituer aux citoyens, ni même à leur dire ce que doit être la bonne société et comment l'atteindre, Ce n'est ni une école de pensée ni un lieu d'élaboration collective. Mais aider à comprendre ce qui est en jeu, analyser les expériences et les propositions, faire circuler l'information sur les "bonnes pratiques", voilà notre rôle. Nous l'avons, je crois, assez bien tenu au cours des vingt ans passés. J'espère que nous saurons le tenir mieux encore au cours des vingt ans à venir.

DROITS DE L'HOMME

15 ans d'ACAT au Luxembourg

Depuis 15 ans en collaboration avec d'autres associations de Droits de l'Homme, l'ACAT sensibilise et mobilise les membres de la société civile, et en particuliers les chrétiens de différentes confessions, face au scandale de la torture.

(ACAT) - Dénoncer les situations intolérables de torture et de traitement inhumain et dégradant, pour en prévenir la répétition et faciliter la tâche de réconciliation, c'est le grand chantier qu'ouvrait une poignée de chrétiens au Luxembourg en 1985.

Aujourd'hui l'ACAT-Luxembourg (Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), qui compte quelque 150 membres actifs représentants plus d'une vingtaine de nationalités, a largement développé ses domaines d'activités en fonction de l'évolution des formes de violence auxquelles est confronté notre société contemporaine.

Travail en réseau

Chemin faisant, comme la plupart des organisations de droits humains, l'ACAT-Luxembourg a aussi développé un travail en réseau, et en partenariat avec d'autres associations pour une meilleure efficacité, notamment lorsqu'il s'agit d'alerter l'opinion et de mener des actions d'envergure.

En ce qui concerne la prévention, l'ACAT participe à une sensibilisation de l'opinion publique pour encourager au respect des personnes et créer un terrain favorable au développement des droits de l'Homme. La commémoration du 50e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (DUDH) a été par exemple l'occasion de la création en 1998 d'un collectif "Association Chrétiennes" DUDH au Luxembourg.

Dans le domaine de la réconciliation des peuples qui ont connu la torture, l'ACAT a lancé, à l'occasion de l'Octave 1997, une campagne de soutien à la "Commission Vérité et Réconciliation" d'Afrique du Sud. De même elle avait manifesté son soutien aux personnalités engagées dans les négociations de paix "Good Friday agreement" en Irlande du Nord (1998).

Au domaine de la réconciliation appartient la réinsertion des victimes de la torture,

L'ACAT-Luxembourg contribue à soutenir le travail de centres de réhabilitation des victimes de la torture comme l'AVRE (association pour les victimes de la répression en exil) ou, plus particulièrement, le "Behandlungszentrum für Folteropfer" à Berlin.

L'ACAT considérant que la réconciliation collective passe par la recherche de la vérité et, s'il y a lieu, par le jugement des tortionnaires, elle s'engage avec toutes les autres ACAT depuis plusieurs années, pour la mise en place générale et sans réserve de la CPI (Cour pénale internationale). Elle a participé dans le cadre d'un collectif d'ONG à sensibiliser l'opinion luxembourgeoise au travail du TPI-Ex-Yougoslavie au Luxembourg

Au plan strictement national, l'ACAT a exercé en particulier ses activités dans le domaine de ce que l'on appelle "la vigilance", c.-à.-d. être attentif dans son propre pays au respect des droits fondamentaux, dénoncer leur violation, et être actif pour prévenir de telles situations.

Et au Luxembourg?

Deux domaines particuliers nous incitent à la vigilance au Luxembourg: la situation dans les lieux de détention, et les conditions de vie réservées aux demandeurs d'asile.

Il est intéressant à noter à ce propos, que tous les pays européens, d'Europe occidentale ou d'Europe orientale, sont confrontés, à des degrés divers, à de sérieux déficits en ce qui concerne l'application des droits fondamentaux dans le domaine carcéral et la politique d'asile.

Nous ne pouvons pas parler de torture au Luxembourg, mais il ne fait pas de doute que nous sommes en présence de traitements inhumains et dégradants dans ces deux secteurs.

Depuis dix ans, l'ACAT s'engage pour des conditions humaines de détention ou de placement en milieu fermé.

Avec d'autres associations, notamment avec Info-Prison, elle a dénoncé devant les instances européennes compétentes comme le CPT, ou onusiennes comme le Comité contre la Torture et le Comité des droits de l'enfant, les conditions de détention des jeunes dans une prison pour adultes (le CPL) et le régime de sanction appliqué en centre socio-éducatif. Souvent avec d'autres associations (par exemple le Comité luxembourgeois pour l'UNICEF, la Fondation Kannerschlass, Initiativ Liewensufank, Protection des droits de l'enfant) elle interpelle le gouvernement et essaie de sensibiliser l'opinion et les responsables politiques à ce problème récurrent.

Depuis 1990, l'ACAT-Luxembourg fait partie du Collectif Réfugiés au côtés de 17 autres associations de droits humains comme A.I, l'Asti, l'ALNU, Caritas, etc ...

Elle s'engage pour défendre les droits et des conditions de vie digne des demandeurs d'asile, dont certains ont connu la torture avant de fuir leur pays.

Dans le cadre du Collectif, l'ACAT participe aux manifestations de sensibilisation de l'opinion publique comme la semaine des Réfugiés. Par ailleurs une des priorités du Collectif est bien sûr le suivi de la politique d'asile, tant au niveau gouvernemental qu'au niveau européen, afin d'améliorer la réglementation et la pratique en vigueur, l'autre volet étant de se faire le porte-parole des réfugiés auprès des autorités de l'Etat.

C'est au sein de nos associations que nous accueillons, écoutons les personnes et, éventuellement, intervenons pour trouver des solutions à des situations de détresse.

Contact:
asbl ACAT,
tél.: 25 04 57,
Fax: 44 97 11 25.